

PAVILLON NOIR

PN86.NOBLOGS.ORG

JOURNAL MENSUEL DU GROUPE PAVILLON NOIR

PN86@RISEUP.NET

CONTRE L'HYPOCRISIE DE L'UNITÉ NATIONALE : LUTTE DE CLASSE !

LE 7 JANVIER 2015, douze personnes ont été assassinées lors d'une attaque armée au siège du journal Charlie hebdo. Parmi elles, des sinateurs et chroniqueur.euse.s de l'hebdomadaire : Charb, Cabu, Wolinski, Tignous, Oncle Bernard, Honoré, Elsa Cayat. Certains avaient pu apporter à plusieurs reprises leur soutien à des organisations anarchistes, notamment lors d'événements culturels. Mais nous voudrions aussi mentionner ici les noms des autres victimes, dont les médias parlent moins : Mustapha Ourrad (correcteur du journal), Frédéric Boisseau (agent d'entretien de la Sodexo), et Michel Renaud (fondateur du Rendez-vous du carnet de voyage de Clermont-Ferrand). Par ailleurs, deux policiers ont été tués, Franck Brinsolaro (chargé de la protection de Charb, le directeur du journal) et Ahmed Merabet (policier du XIème arrondissement de Paris). On compte aussi onze blessé.e.s, dont quatre dans un état grave, à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Charlie Hebdo, nous tenons à le préciser, est un journal dont nous n'apprécions guère certaines positions. Nous sommes en désaccord avec son imagerie sexiste et parfois classiste, sa stigmatisation quasi obsessionnelle des musulman.e.s comme fonds de commerce, sa défense de la théorie du "choc des civilisations"... le tout sous couvert de subversion au ton pseudo-libertaire, et sous l'argument d'une "liberté d'expression" comprise à la sauce libérale. Ce journal a sans doute contribué à la montée du climat islamophobe en général, et "décomplexé" la parole islamophobe à gauche. Nous renvoyons aux critiques formulées par Olivier Cyran dans Article XI [1].

Pour autant, ce massacre n'est aucunement justifiable. Selon nous, on ne combat pas des idées et on n'assume pas la conflictualité par des exécutions sommaires. Nous déplorons ces assassinats au même titre que nous déplorons tous les assassinats directs et indirects perpétrés par les tenants de la domination à travers le monde. Néanmoins, ce massacre a un impact médiatique énorme et ne sera pas sans conséquences, et nous jugeons nécessaire d'exprimer ici notre point de vue.

Depuis près de neuf ans, l'hebdomadaire était menacé pour ses prises de position sur l'islam : locaux incendiés en 2011, directeur menacé de mort et vivant sous protection policière. Ce massacre pourrait donc, selon toute vraisemblance, relever de l'obscurantisme religieux, bien que cela n'ait rien de certain. Toujours est-il que sa conséquence est de renforcer la division entre les prolétaires.

Celles et ceux qui risquent de subir en premier lieu les conséquences de cette attaque, sont les musulman.e.s de France. Bien que n'ayant évidemment rien à voir avec ce massacre, ils et elles sont déjà ciblé.e.s par l'injonction odieuse, en forme de chantage, de "prendre position publiquement" (voir Ivan Rioufol à Rokhaya Diallo). Cette injonction les stigmatise comme catégorie sociale "à part". Se "désolidariser" publiquement, c'est donner de l'eau au moulin de la stigmatisation qui leur est imposée depuis trop longtemps. Ne pas le faire, c'est encourir les suspicions de sympathie pour cet acte horrible. "Adhésion" contrainte à la "cause nationale" d'un État aux politiques colonialistes et racistes, ou risque de marginalisation accrue, voire de criminalisation : nous n'appelons pas ça une "prise de position" mais un non-choix, un chantage. Les musulman.e.s n'ont pas à se voir contraint.e.s de se justifier de leurs croyances ni de se "désolidariser" d'un massacre injustifiable.

Cette attaque offre par ailleurs, dans le confusionnisme idéologique ambiant, un boulevard à l'extrême-droite, qui en profite déjà pour renforcer sa tactique d'alibi "républicain" en défendant les morts d'un journal qui (rappelons-le) s'opposait à elle. Les agressions islamophobes et racistes se sont multipliées dès le 7 janvier. Plusieurs mosquées ont été attaquées : explosion contre un kebab voisin d'une mosquée à Villefranche-sur-Saône (69), tirs et explosion d'une grenade à plâtre contre une mosquée au Mans, tirs contre la salle de prière musulmane à Port-la-Nouvelle (11). À Poitiers, un tag raciste a été inscrit sur la mosquée dont le toit avait déjà été occupé par les fachos de Génération identitaire en octobre 2012. Le groupe local des identitaires, qui orne désormais sa page facebook d'un subtil "Je suis Charlie Martel", a chié dès le 7 janvier un communiqué immonde amalgamant tous les musulman.e.s avec le massacre à Charlie Hebdo, affirmant qu'il serait impossible de vivre avec des musulman.e.s., après avoir collé des stickers "contre l'immigration-islamisation" sur fond de mosquée de Poitiers, avec une bannière haineuse rappelant "732". Hélas, ces "identitaires" ouvertement racistes ne sont pas les seuls charognards de la récupération politicienne de l'émotion.

Les institutionnels qui traquent les migrants "clandestins", stigmatisent les femmes voilées, assignent les individus à des identités cloisonnées et cautionnent des guerres colonialistes et impérialistes, appellent maintenant à "l'union sacrée", à la "vigilance face aux menaces" et au "rassemblement autour des valeurs républicaines". Il s'agirait de nous regrouper tou.te.s autour de la farce de la démocratie bourgeoise. Quant à la pré-

tendue "laïcité" dont on se pare pour stigmatiser les musulman.e.s, elle instaure comme religion suprême la dépossession étatique et capitaliste des prolétaires. Il s'agirait enfin et surtout de défendre la fameuse "liberté d'expression" que l'État passe son temps à bafouer en poursuivant pour "outrage" des militant.e.s ici, et en donnant des armes aux dictatures ailleurs. Cette "liberté d'expression" à géométrie variable, qui censure un Dieudonné antisémite tout en assurant ainsi sa promotion médiatique, mais complaisante avec les indices racistes et fascistes du pseudo-rebelle Zemmour ou les fictions islamophobes délirantes du dernier Houellebecq.

Il s'agit de nous faire croire au mythe d'un modèle français du "bien-vivre-ensemble", rideau de fumée sur la domination sociale et le racisme structurel à l'œuvre en France. Pour nous, il n'y a pas d'unité "républicaine" possible avec des dirigeant.e.s aux indignations sélectives, dont le job est de diviser au quotidien les opprimé.e.s en étouffant ou en dévoyant les colères populaires. Ces acteurs et actrices du capitalisme et de la misère, perpétuant une politique raciste, colonialiste et impérialiste, portent une lourde responsabilité dans le développement de la fascisation sociale. Le PS notamment, dans sa soif de pouvoir, s'est évertué à démolir toute opposition révolutionnaire chez les prolos, ouvrant ainsi un boulevard à la fange réactionnaire, confusionniste et complotiste. Tou.te.s ces dirigeant.e.s vont sans doute, une fois de plus, profiter de l'émotion légitime et arguer de la menace terroriste pour aggraver encore l'arsenal juridique répressif contre les classes dominées et les militant.e.s politiques et sociaux. Le plan Vigipirate a immédiatement été élevé à son niveau maximum dans toute l'Île-de-France, renforçant le climat policier et interdisant théoriquement tout rassemblement.

L'attaque meurtrière du 7 janvier va alimenter la gangrène xénophobe et raciste et le discours de "choc des civilisations", diffusés par les institutions politiques, économiques et médiatiques qui nous oppriment au quotidien et pourrissent nos perspectives sociales. En ce qui nous concerne, notre détermination est d'autant plus forte à lutter pied à pied, sans aucune complaisance ni hypocrisie, contre les ennemis objectifs et communs de tou.te.s les prolétaires et de l'émancipation sociale.

Pavillon Noir, 8 janvier 2015

[1] <http://www.article11.info/?Charlie-Hebdo-pas-raciste-Si-vous>

POUR LES DROITS DES FEMMES, POUR DISPOSER LIBREMENT DE NOS CORPS

Depuis 2008, l'appel national de l'association anti-avortement « SOS tout-petits » à des prières publiques trouve un écho à Poitiers. Presque chaque année en novembre, une grosse trentaine de personnes, vêtue.e.s de leur plus beau costume de catho-intégriste, se réunissent pour prier sur le parvis de l'église Notre-

Dame, demander pardon à leur divinité pour tout ce « mal » causé par l'avortement, bref vider leur trop-plein de culpabilité mal acquise. Depuis 2009, des militant.e.s de gauche, des libertaires et des autonomes se réunissent en face pour tenter de les rendre inaudibles. Une bonne occasion de rappeler que la possibi-

lité d'avorter en toute légalité est comme toutes les conquêtes sociales passées : non pas un droit gravé pour toujours dans la roche, mais un acquis fragile qu'il faut défendre. Nous publions ci-dessous le texte du tract diffusé le 29 novembre dernier.

La suite en page 2

Suite de la page 1

Il y a quarante ans, suite aux luttes acharnées des femmes s'inscrivant dans une longue histoire d'oppression, d'exploitation et de meurtres perpétrés contre elles par l'Église et les autorités politiques, face à la constitution de réseaux d'avortement clandestins auto-organisés, l'État français finissait par légaliser le droit à l'avortement avec la fameuse loi Veil. Toujours grâce aux luttes féministes, le remboursement de l'IVG a été obtenu (partiellement en 1982 puis totalement en 2013), l'entrave à l'IVG est devenu un délit en 1993 et le délai légal a été allongé de dix à douze semaines de grossesse en 2001 en même temps que le consentement parental préalable était supprimé pour les mineures. De 300.000 avortements clandestins avant la loi Veil, on est passé au chiffre assez stable de 220.000 avortements par an.

Néanmoins, la domination masculine est loin d'être abolie, et les droits des femmes sont de plus en plus menacés. La remise en cause du droit à l'IVG est un marqueur symptomatique. Le 29 novembre, l'association catholique intégriste "Sos tout-petits" appelle de nouveau à une prière de rue contre l'avortement. Son président X. Dor, qui ose comparer l'IVG à un "génocide", a déjà été condamné pour entrave à l'IVG. Il ne faudrait néanmoins pas voir dans cette initiative l'action isolée d'illuminé.e.s minoritaires : c'est le pape François lui-même, anti-avortement et anti-contraception, qui appelle à prier "pour la vie" ce 29 novembre. Il ne s'est d'ailleurs pas privé d'attaquer une nouvelle fois le droit à l'IVG il y a quelques jours devant le parlement européen, en le comparant à l'abandon des personnes âgées ou au droit à mourir. Le pape a reçu une "standing ovation". De même, l'Église catholique de France a évoqué

le week-end dernier une "banalisation sans précédent de l'avortement", par la voix de l'évêque de Grenoble.

Sous la pression des institutions religieuses, qui prônent depuis toujours le contrôle et l'aliénation du corps féminin, le droit à l'IVG et les droits des femmes en général ne cessent d'être remis en question à l'échelle européenne ; les intégristes demandent la fin du financement de l'IVG par les États. Partout où l'Église catholique est puissante (Pologne, Irlande, Chypre, Malte), le droit à l'IVG est très restreint, voire illégal. En Espagne, la loi anti-avortement n'est finalement pas passée, grâce à la lutte acharnée des femmes et d'organisations progressistes ou révolutionnaires, mais les mineures doivent désormais obtenir une autorisation parentale. À l'échelle mondiale, aujourd'hui encore, une femme meurt des suites d'un avortement clandestin toutes les sept minutes, du fait de l'interdiction ou de la restriction du droit à avorter. La nouvelle loi texane sur la restriction du droit à l'avortement a été validée le 19 novembre par la cour suprême des États-Unis.

En France, les femmes sont directement impactées par la fermeture pour manque de "rentabilité financière" de 130 structures ces dix dernières années, les baisses de subventions aux plannings familiaux, le maintien d'une "clause de conscience" pour les médecins, un délai de réflexion obligatoire de sept jours entre les deux premières consultations. Des milliers d'entre elles sont ainsi réduites chaque année à avorter à l'étranger, notamment aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni, quand elles en ont les moyens. Outre les provocations médiatiques de masculinistes notoires contre les femmes, une certaine frange droitiste de la classe politique française s'attaque aujourd'hui à la gratuité ou à

l'inconditionnalité du droit à l'IVG, soutenue par des groupuscules intégristes et/ou fascistes qui montent en force.

Selon nous, ces attaques contre le droit des femmes à disposer de leur corps sont à replacer dans une lutte plus large contre la domination économique et politique. Depuis les débuts du capitalisme, la domination économique passe par l'aliénation des individus de leurs propres corps, notamment les femmes qui sont assignées aux activités de reproduction et d'entretien de la main-d'œuvre délibérément dévalorisées, de façon à extraire davantage de profit. La domination politique sur le prolétariat passe par la division genrée de celui-ci en deux "sexes" aux rôles imposés, l'un subordonné à l'autre. Les États continuent de fait de valider une ségrégation de genre, de façon brutale (notamment dans les pays les plus pauvres) ou insidieuse. Les violences quotidiennement subies par les femmes et la réification de leurs corps se doublent d'une perpétuation des inégalités en matière de revenus et de statut social.

Tandis que les intégristes ont toute latitude pour imposer leurs "prières de rue" sexistes ou homophobes dans l'espace commun, et que le discours anti-IVG se banalise sur internet, les manifestant.e.s pour les droits des femmes et la liberté individuelle sont intimidé.e.s par la police, y compris à Poitiers.

Cela ne nous empêchera pas de continuer à lutter, pour le droit à l'avortement libre et gratuit, les droits des femmes et plus largement notre droit à disposer de nos propres corps, contre tous les dominants, les exploités et leurs idéologues. [...]

Signataires : Des individu.e.s, groupe anarchiste Pavillon Noir, Convergence Libertaire Anticapitaliste Poitevine, Jeunesses Communistes de la Vienne

CHRONIQUES DE LA JUSTICE ORDINAIRE

Présentation

Nous sommes un groupe de personnes venant d'horizons divers et qui avons connu le milieu de la justice de façons différentes. Après nous être toutes et tous familiarisé.e.s avec ce qui se passe dans un tribunal, nous nous sommes retrouvé.e.s autour d'une idée, celle de rendre compte de nos observations de cet enchaînement "d'affaires" du quotidien judiciaire.

Pour nous, c'est aussi l'idée que les procès que nous connaissons pour y avoir été figurant.e ou y avoir soutenu un.e pote ne sont pas plus politiques que tous ceux qui ont lieu chaque jour dans l'enceinte judiciaire. Qu'elles agissent envers des militant.e.s ou sur des personnes plus isolées, la justice et la police occupent toujours les mêmes fonctions : trier le bon grain de l'ivraie, déterminer sous quelle forme le couperet judiciaire doit s'abattre sur celles et ceux qui osent remettre en cause tel ou tel aspect de l'ordre social et lesquel-le-s doivent rester sous contrôle étatique.

Notre démarche consiste non pas à rendre des comptes rendus détaillés et complets des procès, mais plutôt à rendre compte d'une ambiance, porter un regard différent sur le prévenu et saisir ces moments qui nous semblent mettre en évidence une justice à l'occasion de laquelle la parole de celles et ceux qui y font face semble déconsidérée ou méprisée.

L'idée n'est pas non plus de revendiquer une justice plus "juste", mais bien de proposer une autre version des faits, bien éloignée de ce que les commentateurs journalistiques nous donnent à voir au quotidien, spécialistes des chiens écrasés et autres gros titres à scandale. Et qui sait, peut-être nous donner des outils pour mieux nous défendre face à la répression...

Audience 4

Il est 14h05. La présidente fait l'appel des dossiers, devant une petite trentaine de personnes. « On a des rôles un peu bizarres aujourd'hui... », fait-elle remarquer d'emblée. Premier appelé à la barre, M. Baccouche, 28 ans. Il vient de prison, et est escorté par

plusieurs gendarmes. Il lui est reproché de ne pas avoir réintégré la prison, où il est incarcéré, à l'issue d'une journée de travail, dans le cadre d'une mesure de semi-liberté.

Condamné à treize ans de prison (trois ans pour extorsion de fonds avec violence et dix ans pour tentative d'assassinat), il arrivait en fin de peine. La présidente rappelle les faits, puis demande au prévenu s'il souhaite répondre à ses questions, se taire ou s'exprimer spontanément. « Spontanément », répond-il. « Bon, je vais quand même avoir du mal à ne pas vous poser des questions... ».

« Vous aviez quand même des mesures TRÈS favorables, monsieur, mais vous n'avez pas saisi cette chance ! », lance la présidente, avant d'insister sur les faits : « Vous avez quitté votre emploi, mais vous n'êtes pas rentré en prison. C'est une bêtise à hurler ! » Jusqu'à présent, M. Baccouche s'exprime peu. Il se tient droit, les mains sur la barre. La présidente, elle, enchaîne. « Quelques temps avant, vous êtes rentré en prison avec du cannabis », M. Baccouche la reprend : « De la résine de cannabis... C'était involontaire, elle était au fond de mon paquet de tabac ».

Il n'en faut pas plus pour relancer la présidente, en forme visiblement : « Vous êtes idiot ou vous faites semblant ?! Qu'est-ce que ça foutait au fond de votre paquet de tabac ? Une autre fois, vous êtes re-entré avec un téléphone portable. » Le prévenu reconnaît alors que, pour le portable, c'était volontaire.

« Le Juge d'Application des Peines (JAP) s'est mis un peu en colère, et pour éviter un allongement de peine vous n'êtes pas revenu en prison. Donc, qu'est-ce que vous avez fait entre le 14 mai et le 8 septembre, date à laquelle vous vous êtes présenté à la gendarmerie de Bourac ? ». Le prévenu répond en agitant les mains, d'une voix qui porte peu : « Je me suis déplacé dans

plusieurs départements, j'ai rencontré des gens qui ne connaissaient pas ma situation donc je ne leur ai pas expliqué ». Et surtout il avoue qu'il a « galéré ».

Il explique aussi qu'il a compris qu'il avait fait une erreur, et rappelle qu'il avait laissé une lettre pour qu'on ne s'inquiète pas et qu'on ne le recherche pas. La présidente se moque un peu et s'exclame que lorsque un détenu s'évade, c'est évident qu'on va le rechercher. Il rappelle aussi qu'il s'est finalement présenté de lui-même à la gendarmerie.

Tout au long de l'échange, la présidente utilise un ton hautain et infantilisant. « Est-ce qu'on va apprendre là, dans quelques semaines, que vous avez fait une grosse bêtise ? Vous en avez fait une ? ». M. Baccouche répond par l'affirmative. « Oui, j'en ai fait une. » « Une grosse ? » « Bah ça dépend ce que vous appelez une grosse bêtise. » « Avec les condamnations que vous avez déjà eues, je ne sais pas où vous placez le curseur ! ». « J'ai été con, j'arrivais en fin de peine », répond-il, sans dévoiler la « grosse bêtise ». La présidente n'insiste pas, elle n'était de toute façon pas sensée lui poser ces questions...

Pour tous les protagonistes, l'affaire semble de toute façon déjà entendue. La présidente le laisse clairement entendre : « Vous devez sortir de prison en avril 2015, il va y avoir un petit « rajout ». » Elle demande ensuite ce qu'il compte faire en sortant de prison. Le prévenu répond une évidence : « Je ne peux pas faire de projets alors que je ne sais pas quand je vais sortir ».

Le réquisitoire de la procureure est expédié en quelques minutes. Cette dernière martèle son « incompréhension » vis-à-vis du prévenu, qui « s'est échappé de sa semi-liberté alors qu'il était proche de la fin de sa peine. Mais depuis le début, il n'avait pas respecté le contrat, multipliant les incidents : horaires, etc ».

La suite en page 3

Suite de la page 2

Elle précise que pour elle le prévenu a bénéficié de beaucoup de clémence malgré « des antécédents graves ». Et même s'il s'est effectivement rendu de lui-même à la gendarmerie, elle considère qu'il n'a de toute façon pas « respecté le contrat ». Six mois de prison sont requis.

(14h25) L'avocat du prévenu, d'un certain âge, est quasiment inaudible. Tout juste arrive-t-il à faire com-

Les mots sont importants, car ils conditionnent une certaine vision du monde. Le langage est traversé par des rapports de force historiques. Il est intéressant de se pencher sur l'étymologie des mots que nous employons, qui n'ont rien de neutre.

La notion même d'économie vient du grec *oikos* et *nomos*, soit les "normes" qui permettent au maître de régir et d'administrer sa "maison", son domaine, sa femme (enfermée dans le gynécée) et ses esclaves (eux aussi isolés, et rentabilisés au maximum comme des machines). Xénophon a popularisé cette notion dans son livre *L'économique*, qui a connu un regain d'intérêt à la Renaissance, ère de l'avènement politique de la bourgeoisie. Xénophon y expose les moyens d'augmenter la productivité et la rentabilité du domaine, par la gestion autoritaire du maître. Xénophon était un chef militaire grec, aux idées aristocratiques et monarchistes. Il s'opposait à la notion de démocratie. Cette dimension philosophique et politique très autoritaire de l'économie, liée à l'exercice de la religion et de l'éducation, sera reprise et accentuée dans *Les économiques* du pseudo-Aristote.

L'économie est politique, ses mots nous le confirment.

Argent : du latin *argentum* : l'argent (le métal). Comme l'or, l'argent était extrait par les esclaves pour la plupart captifs de guerre (dont l'espérance de vie dans les mines était très faible), et servait à fabriquer la monnaie. Celle-ci était à l'origine consacrée aux dieux : "monnaie" vient de *Juno Moneta*, divinité romaine près du temple de laquelle on frappait la monnaie. La monnaie métallique fut largement promue par les États antiques de façon à rémunérer les soldats.

Capital : du latin *capital* : crime capital, ou de l'adjectif

prendre que son client a des circonstances atténuantes : « On sent bien que c'est un garçon fragile et qu'il a besoin d'un accompagnement psychologique ». Il ajoute que son client a passé son bac en prison, ce qui n'est pas rien, surtout pour un jeune homme qui « a passé la majeure partie de sa vie » derrière les barreaux. Il insiste sur une enfance malheureuse et termine en rappelant une fois encore « qu'il est revenu de lui-même (à la gendarmerie) ».

L'ÉTYMOLOGIE DES MOTS DE L'ÉCONOMIE

capitalis : relatif à la tête ; mortel, fatal, funeste. Le terme est issu de *caput* : la tête, l'existence, le commencement, le chef.

Chèque : du persan *shah* : le roi.

Chiffre (d'affaire, etc.) : de l'arabe *Sifr* : le vide, via le bas-latin *cifra* : zéro.

Chômage : du bas-latin *caumare*, se reposer pendant la chaleur, faire une sieste. Terme lui-même dérivé du grec *kauma*, la chaleur, qui a aussi donné le mot "calme".

Commerce : du latin *cum-* (avec), et *merx* : le salaire, le coût d'un acte honteux ou illégitime, le châtement, le préjudice, la rente (qui a aussi donné le mot "marché").

Crédit : du latin *credere* : croire (en dieu), par extension prêter (croire au remboursement d'une somme prêtée). Créance a aussi pour origine *credentia* : la croyance, et par extension la confiance. Le terme "fiduciaire" vient aussi de *fides* : la foi.

C.V. : du latin *curriculum vita* : course de la vie. On peut aussi comprendre "course pour la vie", car *curriculum* désigne aussi la lutte à la course, la lice, l'hippodrome ou le char de guerre.

Emploi : du latin *implicare* : plier, envelopper, entortiller, emmêler, lier, placer dans l'embarras et la confusion.

Investissement : du latin *investire* : revêtir, garnir, qui par extension signifie entourer, cerner militairement de façon à priver les assiégés d'entrée ou de sortie.

À 14 h 35, après une délibération, M. Baccouche est finalement condamné à cinq mois de prison supplémentaires. Son léger rictus montre bien qu'il n'est plus à ça près. Conclusion piquante de la présidente : « Cela vous convient (sic) ? Allez, disparaissez et quand vous sortez, tenez-vous à carreau hein ! ».

Retrouvez d'autres chroniques sur JusticeOrdinaire.noblogs.org

Négoce, négociation : du latin *neg-otium*, le travail, le devoir, les obligations. On remarquera qu'il s'agit d'une notion négative : il s'agit de la négation, de l'absence, de la privation de *otium*, le loisir, l'activité libre, le temps libre (qui a donné le terme péjoratif "oisiveté").

Patron : du latin *pater* : le père, suivi du suffixe diminutif *-on*, soit "petit père". À Rome, le père détenait le pouvoir sur la famille et les esclaves (le "*pater familias*") d'où le terme dérivé à connotation politique, le patri-cien, membre de la classe dominante seule autorisée à accéder aux magistratures.

Privé : du latin *privare* : isoler, séparer, priver de, dépouiller.

Salaire : du latin *salarium* (dérivé de *sal* : le sel), qui désigne la ration de sel donnée aux soldats de l'armée romaine, puis la solde qui leur était versée pour se procurer des vivres, puis une rémunération en général.

Service : du latin *servitium* : esclavage, servitude, joug. *Servus* : esclave. *Servire* : être asservi.

Solde(s) : de l'italien *soldo*, le salaire du soldat, par extension l'indemnité donnée au soldat.

Taxe : du latin *taxare* : toucher brutalement, frapper, attaquer, blâmer, et par dérivation, fixer un prix.

Travail : en ancien français : tourment, souffrance. Vient du latin *tripalium* : instrument d'immobilisation et de torture à "trois pieux", où étaient attachés les esclaves récalcitrants. En russe, travail se dit *rabota* (de *rab* : esclave). Le terme a donné le mot "robot".

LE SLAM DE GROG

Il ouvre le cadeau dans la pénombre
Et met en marche le mécanisme
Puis il sort, la tête bourdonnante
Court pour profiter du spectacle
Remonte en trébuchant la pente
S'assoit au sommet pour le dernier acte
De cette pièce qui l'indigne
Un instant il a peur que ça rate
Qu'il se soit trompé sur toute la ligne
Mais non, ce sont les autres qu'elle arnaque
À qui elle a jeté un sort
C'est tout ce qu'elle leur a laissé comme rêve
Pour qu'ils oublient que leur vie trop brève
N'est qu'une série de petites morts
Pas une bagnole sur la route
Il se sent un peu honteux
De gâcher cette nuit du mois d'août
Une belle nuit pour les amoureux
Personne sauf lui ne se doute
De ce qui va la troubler sous peu
Tant pis s'il est un hors-la-loi
Explosion, déluge de flammes
En contrebas de la colline
Il regarde une dernière fois
Se persuade, et puis s'exclame
Qu'il a raison, qu'il avait le droit...
...de faire sauter son usine

Crime rationnel

Une fois de plus cette nuit-là
Il a rendez-vous avec elle
Il descend la ruelle
Son paquet sous le bras
Il l'a enveloppé de papier kraft
Pas de coloris radieux
C'est une ère qui s'efface
Ceci est son cadeau d'adieu
Avec elle, il vivait tous les jours
Mais on peut pas appeler ça un couple
À défaut d'un véritable amour
Elle le tenait sous sa coupe
Il l'avait choisie forcé et contraint
Ce dont il rêvait était inatteignable
Alors, sans vexer le destin
Il s'était fait au minimum vital
C'est leur dernier rendez-vous
Il sait que ça va la détruire
Mais pour lui elle est devenue tout
Ce que peut représenter le pire
Au début avec elle il se sentait
Partie intégrante d'une histoire
D'ailleurs tous la lui présentaient
Comme une ultime parcelle d'espoir
Parce qu'il sait bien malheureusement
Que dans sa vie il n'est pas le seul
Les hommes depuis bien trop longtemps

Se laissent prendre à sa petite gueule
Elle les recrache toujours fissa
Vides d'énergie, de sentiments
Du bon en eux qui voulait simplement
Vivre dans un peu de joie
Combien sont-ils, esclaves sans force
Ensorcelés par cette maudite
Amoureux jusqu'à l'âge de l'arthrite
Même pelés comme une vieille écorce ?
Dans le quartier
S'ils savaient ce qu'il prépare
Ils seraient prêts à le tuer
Ou à le coller au mitard
À perpétuité
Mais il doit y aller, il le faut
Après, peu importe
De toute façon, il a jamais eu de pot
Bien qu'elle lui ouvre toujours sa porte
C'est fermé cette nuit
Son passe-partout résonne
Il semble n'y avoir personne
Mais il sait qu'elle est ici
Il sait qu'elle dort
Entre les bras du sommeil
Il va libérer ses pareils
Même s'ils diront
Qu'il avait tort
Au fond d'un couloir sombre
Tandis que ses yeux se plissent

Trois militant.e.s poitevin.e.s étaient à la barre du tribunal correctionnel de Poitiers le 9 octobre dernier. Il leur était reproché d'avoir publié, sur le site du DAL 86, en juin dernier, deux communiqués mettant en cause le rôle que joue l'association Audacia dans la gestion dégradante des personnes déboutées du droit d'asile. Si deux prévenu.e.s ont réussi à prouver leur innocence, arguant du fait qu'il et elle ont quitté le DAL en septembre 2013, le troisième a reconnu à la barre être l'auteur des textes. Il a été condamné le 11 décembre dernier à payer

La proposition d'un "revenu universel" ou d'un "salaire niversel" est généralement portée par des économistes de gauche d'autant plus à la mode qu'ils ne veulent pas sortir du salariat. Il s'agirait selon eux d'une proposition plus "réaliste" que de prôner une révolution sociale qui ferait peur (au moins à eux, manifestement). Un tel revenu serait possible dans le cadre d'un capitalisme régulé, à condition que des citoyens éclairés diffusent cette raisonnable idée parmi nos chères élites politiques, qui ne demandent qu'à faire notre bonheur.

Parle-t-on bien d'un revenu universel inconditionnel et égal, permettant à tou.te.s de vivre décemment sans condition d'emploi salarié ? Tous les partisans du "revenu universel" ne sont pas d'accord là-dessus, mais admettons que leur intention, quoiqu'imparfaite, soit louable. Ce qui est moins louable, de la part de gens censés avoir réfléchi et se posant en diffuseurs d'idées sociales, est de faire croire qu'un tel revenu universel inconditionnel, en quelque sorte une généralisation du salaire indirect socialisé, serait possible sans abattre le capitalisme. Ce n'est pas seulement irréaliste, c'est absurde. Il suffirait de demander au patronat, et le patronat verserait ce salaire, ponctionné par un État social ? Allons bon. Pour rappel, le capitalisme est fondé (entre autres) sur :

- l'extraction d'un profit sur le travail de gens contraints de vendre leur force de travail à un donneur d'ordres pour survivre (les prolos).
- la valorisation de cette rente elle-même (croissance du capital), au détriment de la part allouée à la rémunération du travail.

Comment a-t-on pu conduire les gens à une façon de vivre où ils ne gagnent pas tous les fruits de ce qu'ils produisent, ne décident pas de ce qu'ils produisent, ni de comment produire, ni de comment répartir ? Il a fallu historiquement (et il faut toujours) les contraindre au travail salarié, par la violence assassine ou la menace insidieuse de la privation. Le capitalisme n'est pas l'abondance, il procède de l'organisation de la rareté, c'est-à-dire de la dépossession et de la pauvreté. D'une échelle inégale des salaires pour certains prolos, de la privation de travail pour d'autres, et de la répression pour les récalcitrants. Le capitalisme est un système par définition inégalitaire, au sens où il ne donne pas le même usage des biens de ce monde à tout le monde. Tant que le capitalisme existera, il sera impossible d'obtenir des conditions de vie décentes pour tous. On peut accepter ou non le capitalisme, mais ses paradigmes ne sont pas aménageables, si ce n'est dans le sens pernicieux de faire perdurer ses effets dévastateurs.

Aux personnes qui n'acceptent pas le capitalisme, se pose la question des moyens de l'abattre. Pouvons-nous sérieusement envisager un seul instant que voter pour des dirigeants qui mettraient en place l'égalité inconditionnelle des revenus puisse constituer une option plausible, face au pouvoir politique, économique et militaire actuel des détenteurs de capitaux ?

Évidemment non, à moins d'être complètement naïfs ou ignorants de la nature du capitalisme, ce que ne sont pas les économistes. D'ailleurs, aucun candidat

QUELQUES NOUVELLES EN BREF

une amende de 500 euros et à verser 2000 euros à Audacia en réparation du préjudice subi...

Le 22 novembre dernier, 200 personnes ont manifesté dans le centre-ville de Poitiers. Il s'agissait de rendre hommage à Rémi Fraisse, militant écologiste tué à Sivens par la grenade d'un gendarme, mais également de dénoncer les violences policières qui avaient eu lieu lors d'une des manifestations poite-

vines qui avaient suivi ce meurtre (trois interpellés ont passé 24h en garde-à-vue, deux d'entre eux passent en procès le 3 mars prochain ; nous en parlons dans les « Échos des luttes en cours » dans notre précédent numéro). En bref, les organisations appelaient à une manif contre les violences d'État. Ironie policière : le cortège très (trop ?) sage, comme presque toujours à Poitiers, a été encadré par un important dispositif policier, constitué de flics en civil. Au final, quelques contrôles d'identité, mais pas d'arrestation.

SUR LE "REVENU UNIVERSEL"

ne se présentant aux élections (même à l'extrême-gauche) ne propose l'égalité réelle. Au mieux, ces candidats proposent un "mieux", c'est-à-dire de taxer le capital d'un côté, et de limiter l'échelle des salaires de un à six de l'autre. Ce qui ne consiste qu'à proposer de maintenir la domination et l'inégalité sociales au prétexte de les rendre moins inacceptables, et s'avère par ailleurs tout aussi fantaisiste que de demander à un capitaliste de se couper un bras par charité. C'est par la lutte sociale que tout se gagne. Tous les droits sociaux n'ayant jamais été conquis que par la lutte directe des prolos contre le capital et l'État, imaginons seulement quel niveau de conflictualité et d'organisation il faudrait pour obtenir un revenu universel égal et décent !

Pour en arriver à un tel rapport de force, il faudrait nous donner les moyens d'exproprier les patrons et les dirigeants, c'est-à-dire de briser leur monopole décisionnel, pour que les populations décident directement de tout ce qui les concerne. C'est-à-dire une révolution sociale radicale, au sens où elle renverserait les fondements mêmes de l'injustice, et toutes les valeurs qui les supposent. Un tel niveau d'organisation supposerait que les individus et collectifs aient déjà gagné assez en puissance, en organisation et en expériences, qu'ils soient déjà en mesure d'arracher l'existant aux dirigeants, de socialiser l'espace et les biens, et d'extirper les notions mêmes de valeur monétaire et de privation dans leurs activités, pour satisfaire les besoins réellement exprimés par eux-mêmes. Les rapports sociaux autoritaires, marchands et monétaires, outils de la société capitaliste, seraient ainsi remplacés par l'organisation sociale directe. On ne parlerait donc plus de "revenu" ni de propriété privée, mais d'usage.

Le problème des économistes prônant le salaire ou le revenu universel (garanti par un État prétendument social) est de mettre la charrue avant les bœufs, entretenant ainsi une confusion à mon sens déplorable, et ne faisant l'intérêt que de politiciens peu scrupuleux. Selon eux, il suffit de dire que le revenu universel inconditionnel c'est bien, que c'est un beau programme, qu'il faut voter pour des candidats qui l'ont inscrit dans leur programme, et qu'alors ça se mettra en place. Cela ne relève clairement pas d'une attitude "réaliste", mais bien au contraire d'une abstraction totale du monde dans lequel on vit, des luttes à mener et de leurs moyens. Si ce genre de proposition garnit le compte en compte en banque des économistes "alternatifs" auxquels la presse bourgeoise et les partis politiques électoralistes donnent volontiers leurs tribunes, cela ne nous remplira jamais le ventre.

Cette société dans laquelle nous vivons est fondée sur la dépossession généralisée, aussi bien matérielle (capitalisme, salariat et profit) que politique (étatisme, représentativisme et répression) et sociale (hiérarchisation des dominé.e.s, fondée sur la "race", le "sexe", la nationalité, les "compétences", etc.). Seule la construction pied à pied d'un rapport de force radicalement anticapitaliste et anti-étatiste, fondé sur l'action directe, autonome, indépendante et librement coordonnée des prolos pour en finir avec leur aliénation, permettra l'égalité sociale réelle. Et quand on y arrivera, si jamais on y arrive avant que ce monde ne devienne un grand cimetière, les notions mêmes de salaire et de valeur monétaire seront sans doute largement reléguées au rayon des mauvais souvenirs. En attendant, "tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde".



Dans la Rome antique, la sportule (du latin *sportula*, panier dans lequel on emportait les provisions) était un don en nature que les patriciens faisaient distribuer à leurs clients. On l'emploie aujourd'hui pour parler d'une aumône.

Ce journal n'a pas pour vocation d'être l'organe du seul groupe Pavillon Noir. Nous souhaitons également nous faire l'écho d'autres expressions (textes, photos, dessins...) traitant de lutte(s) sociale(s) émancipatrice(s) et de l'actualité politique et sociale à Poitiers et ailleurs. Pour envoyer vos contributions : pn86@riseup.net